

## Modulation de la part fixe de l'ISFE tenant compte des fonctions de l'agent

### ⇒ Question

Le CDG indique que l'agent d'une collectivité exerce les fonctions de chef de police sur un grade d'agent de police (catégorie C). Elle souhaite savoir s'il est possible d'attribuer un pourcentage différent pour le chef de police et les agents de police bien qu'ils soient tous dans le même cadre d'emplois.

### ⇒ Réponse

Le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 porte sur le statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale (catégorie C) et prévoit dans son article 1 que « ce cadre d'emplois comprend le grade de gardien-brigadier et le grade de brigadier-chef principal ».

De plus, l'article 2 de ce même décret prévoit que :

- « Les membres de ce cadre d'emplois exercent les missions mentionnées à l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure.

*Les brigadiers-chefs principaux sont chargés, lorsqu'il n'existe pas d'emploi de directeur de police municipale ou de chef de service de police municipale, ou, le cas échéant, dans les conditions prévues à l'article 27, de chef de police municipale, de l'encadrement des gardiens et des brigadiers ».*

Or, le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale (catégorie B) renvoie également, dans son article 2, à l'exercice des « missions mentionnées à l'article L.511-1 du Code de la sécurité intérieure » et précise également que les chefs de service de police municipale « assurent l'encadrement des membres du cadre d'emplois des agents de police municipale, dont ils coordonnent l'activité ».

**Ainsi, à la lecture de ces deux statuts particuliers, un agent de police municipal (catégorie C) peut être amené à effectuer des fonctions analogues à celles d'un chef de service de police municipale (catégorie B) et encadrer des membres du cadre d'emplois des agents de police municipale.**

Concernant le régime indemnitaire des agents de la filière police municipale, [le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024](#) a institué un nouveau régime indemnitaire à destination des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres.

Ce régime indemnitaire est intitulé « indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) » et est composé :

- D'une part fixe, qui dépend du cadre d'emplois auquel appartient l'agent (article 3).
- D'une part variable, qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant (article 4).

Ainsi, cette part fixe est déterminée « en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension **un taux individuel** fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

- 33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;
- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;
- 30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres ».

**Dès lors qu'il s'agit de l'attribution d'un taux individuel, il nous semble que les dispositions du décret n'interdisent pas la valorisation des fonctions et responsabilités supplémentaires que pourrait exercer un agent, sous réserve que le montant plafond du cadre d'emploi considéré soit respecté.**